



**PRÉFET  
DE L'AUDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement d'Occitanie**

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-  
Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette - CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 30 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SAS CARRIERE DE PIERRE DE CARLIPA**

Le Ferrals  
11400 Saint-Papoul

Références : UID11/66-C3-2023-158  
Code AIOT : 0006600065

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2023 dans l'établissement SAS CARRIERE DE PIERRE DE CARLIPA implanté au lieu-dit La Rouzillaire 11170 Carlipa. Cette partie «Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection fait suite à la procédure de changement d'exploitant entérinée par l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11-2022-050 en date du 11 aout 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS CARRIERE DE PIERRE DE CARLIPA
- lieu-dit La Rouzillaire 11170 Carlipa
- Code AIOT : 0006600065
- Régime : Autorisation

Cette carrière de calcaire a été autorisée pour une durée de 20 ans sur une superficie de 1 ha 18 a environ, par l'arrêté préfectoral n° 2005-11-3772 du 10 novembre 2005, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11-2022-050 en date du 11 août 2022.

La production maximale annuelle est inférieure à 1000 m<sup>3</sup>. Il n'y a pas d'installation de traitement sur le site.

Actuellement le site ne dispose d'aucun stock, le nouvel exploitant n'a pas encore procédé à l'extraction du gisement, aucune extraction n'a été réalisée depuis la dernière inspection en date du 3 septembre 2020.

Le déroulement de la visite a permis de vérifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral.

La carrière de pierres de Carlipa sise sur le territoire de Carlipa est une carrière d'extraction de pierres ornementales. Le gisement est extrait au BRH, puis les pierres extraites font l'objet de tris. Selon les calibres, certaines sont destinées à la construction, et d'autres pour constituer des terrasses. Elles ne sont pas conditionnées, les stocks sont disponibles sur le site pour les professionnels ou les particuliers qui viennent sur place pour l'achat. L'arrêté d'autorisation d'exploiter arrive à échéance en 2025.

Le tonnage maximal annuel s'élève à 1000 m<sup>3</sup>, aucune extraction n'a été réalisée sur l'année précédente. Il s'agit donc d'une exploitation artisanale du gisement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Visite globale du site consécutive au changement d'exploitant.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits

n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Portée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 1.2	/	Sans objet
2	Signalisation des zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 1.8.1.2	/	Sans objet
3	Eloignement du voisinage	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 1.8.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de terrain a amené les constatations supplémentaires suivantes : L'exploitant précédant a procédé à la sécurisation des fronts par un talutage à 45 ° constitué de terre végétale afin d'éviter tout risque de glissement de terrains respectant ainsi une observation issue de l'inspection en date du 21 octobre 2020.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Portée de l'autorisation

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 1.2
<b>Thème(s)</b> : Autre, Durée de l'autorisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 20 ans soit jusqu'au 10 novembre 2025.
<b>Constats</b> : Il est rappelé à l'exploitant que l'autorisation de la carrière arrive à échéance le 10 novembre 2025, en conséquence, il sera nécessaire de déposer un dossier de cessation définitive d'activité en application des articles R.512-39 et suivants du code de l'environnement dans un délai de trois mois avant l'échéance.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 2 : Signalisation des zones dangereuses

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 1.8.1.2
<b>Thème(s)</b> : Autre, Dispositions particulières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté.  L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture ou un dispositif équivalent.
<b>Constats</b> : Un panneau indicateur mentionnant les références de l'arrêté préfectoral d'autorisation est en place à l'entrée du site.  Les fronts d'une hauteur de 2 mètres environ, sont talutés à 45 ° limitant ainsi le risque de chute.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 3 : Eloignement du voisinage

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 1.8.1
<b>Thème(s)</b> : Autre, Dispositions particulières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : Les bords de l'excavation des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.
<b>Constats</b> : La carrière présente 2 fronts d'une hauteur d'environ 2 mètres, sur environ une trentaine de mètres de longueur chacun.  Ils sont situés au centre du terrain, l'éloignement par rapport aux limites de propriété est supérieur à 10 mètres de toute ou partie des limites du périmètre autorisé de la carrière.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-  
Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette - CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 6 avril 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS CARRIERE DE PIERRE DE CARLIPA**

Le Ferrals  
11400 Saint-Papoul

Références : UID11/66-C3-2023-158  
Code AIOT : 0006600065

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2023 dans l'établissement SAS CARRIERE DE PIERRE DE CARLIPA implanté lieu-dit La Rouzillaire 11170 Carlipa. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à la procédure de changement d'exploitant entérinée par l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11-2022-050 en date du 11 aout 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCI CARRIERE DE PIERRE DE CARLIPA
- lieu-dit La Rouzillaire 11170 Carlipa
- Code AIOT : 0006600065
- Régime : Autorisation

Cette carrière de calcaire a été autorisée pour une durée de 20 ans sur une superficie de 1 ha 18 a environ. par l'arrêté préfectoral n° 2005-11-3772 du 10 novembre 2005, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11-2022-050 en date du 11 aout 2022.

La production maximale annuelle est inférieure à 1000 m³. Il n'y a pas d'installation de traitement sur le site.

Actuellement le site ne dispose aucun stock, le nouvel exploitant n'a pas encore procéder à l'extraction du gisement, aucune extraction n'a été réalisée depuis la dernière inspection en date du 3 septembre 2020.

Le déroulement de la visite a permis de vérifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral.

La carrière de pierres de Carlipa sise sur le territoire de Carlipa est une carrière d'extraction de pierres ornementales. Le gisement est extrait au BRH, puis les pierres extraites font l'objet de tris. Selon les calibres, certaines sont destinées à la construction, et d'autres pour constituer des terrasses. Elles ne sont pas conditionnées, les stocks sont disponibles sur le site pour les professionnels ou les particuliers qui viennent sur place pour l'achat. L'arrêté d'autorisation d'exploiter arrive à échéance en 2025.

Le tonnage maximal annuel s'élève à 1000 m<sup>3</sup>, aucune extraction n'a été réalisée sur l'année précédente. Il s'agit donc d'une exploitation artisanale du gisement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Visite globale du site consécutive au changement d'exploitant.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et

L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Portée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 1.2	/	Sans objet
2	Signalisation des zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 1.8.1.2	/	Sans objet
3	Eloignement du voisinage	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 1.8.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de terrain a amené les constatations supplémentaires suivantes :  
L'exploitant précédant à procédé à la sécurisation des fronts par un talutage à 45 ° constitué de terre végétale afin d'éviter tout risque de glissement de terrains respectant ainsi une observation issue de l'inspection en date du 21 octobre 2020.

## 2-4) Fiches de constats



N° 1 : Portée de l'autorisation

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 1.2
<b>Thème(s)</b> : Autre, Durée de l'autorisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 20 ans soit jusqu'au 10 novembre 2025.
<b>Constats</b> : Il est rappelé à l'exploitant que l'autorisation de la carrière arrive à échéance le 10 novembre 2025, en conséquence, il sera nécessaire de déposer un dossier de cessation définitive d'activité en application des articles R.512-39, 4 et suivants du code de l'environnement dans un délais de trois mois avant l'échéance.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

N° 2 : Signalisation des zones dangereuses

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 1.8.1.2
<b>Thème(s)</b> : Autre, Dispositions particulières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté.  L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture ou un dispositif équivalent.
<b>Constats</b> : Un panneau indicateur mentionnant les références de l'arrêté préfectoral d'autorisation est en place à l'entrée du site.  Les fronts d'une hauteur de 2 mètres environ, sont talutés à 45 ° limitant ainsi le risque de chute.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

N° 3 : Eloignement du voisinage

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 1.8.1
<b>Thème(s)</b> : Autre, Dispositions particulières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : Les bords de l'excavation des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.
<b>Constats</b> : La carrière présente 2 fronts d'une hauteur d'environ 2 mètres, sur environ une trentaine de mètres de longueur chacun. Ils sont situés au centre du terrain, l'éloignement par rapport au limite de propriété est supérieur à 10 mètres de toute ou partie des limites du périmètre autorisé de la carrière.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet